

Bois-Guillaume / Bihorel : Main basse sur la ville

Tous les habitants de Bois-Guillaume ou de Bihorel sont aujourd'hui concernés par la fusion de nos deux communes. Que nous ayons été indécis, opposés ou favorables à ce projet, nous sommes désormais voués à essayer les plâtres d'une réforme des collectivités inachevée dont le chapitre « fusion de communes » est critiqué à droite et à gauche et est promis à révision dès 2012.

► Un projet inabouti et imposé, des maires discrédités

Le rejet sans appel du projet de fusion exprimé dans les urnes le dimanche 26 juin dernier a bien montré à quel point il ne portait **aucune perspective**. En dépit de l'appui d'un bureau d'études, d'une agence de communication et de l'administration, les maires des deux communes ont échoué à emporter la conviction des habitants.

Les craintes ou le scepticisme dont ont fait part de nombreux citoyens ou élus sur le caractère non démocratique du projet porté par les maires de Bois-Guillaume et Bihorel se sont malheureusement vues confirmées par les décisions prises *in fine* par les deux majorités municipales. Malheureusement, à chaque étape de cette affaire, **la démocratie et son idéal ont été allègrement piétinés** par MM. Houbbron et Renard :

- **Ce projet n'était pas porté par leurs équipes lors de la campagne des municipales 2008**
- **La promesse réitérée d'un référendum décisionnel a été violée**
- **Les résultats de la consultation qui l'a remplacée ont été ignorés**
- **Enfin, la représentativité des élus a été bafouée : 4 élus de Bihorel (exclusivement hors majorité municipale...) vont être rayés d'un trait de plume !**

► Un ciel chargé de nuages

Outre le fait que l'image de la commune nouvelle, dont la naissance est prévue pour le 1er janvier 2012, risque d'être sérieusement écornée par **ce quadruple déni de démocratie**, nous savons tous que notre présent et notre avenir dépendent de décisions prises au niveau de l'Etat et du gouvernement, notamment en matière de financement des collectivités locales.

Dans ce contexte, **l'échelon municipal est un des plus importants car il relie le citoyen à la démocratie par la proximité**. Au-delà, les groupements déjà existants (communautés de communes et agglos, en l'occurrence chez nous la CREA) permettent d'organiser plus efficacement des services comme les transports, les déchets, le service de l'eau. Mais l'échelon communal reste cher aux français comme premier pilier de l'édifice. Le déni de démocratie et la désinvolture des deux maires à l'égard des choix et de la volonté des habitants ne peut qu'élargir le fossé entre les pouvoirs publics et les citoyens. C'est un très mauvais coup porté à **démocratie**.



Alors que les différentes crises que nous traversons (économique, financière, écologique, sociale, civique...) requièrent imagination, innovation, et rigueur morale, il est clair qu'un futur « maire » contesté au plus profond des deux communes, inconnu dans l'une d'elles, non élu par les électeurs de celle-ci, n'aura pas la moindre chance d'y parvenir.

Le choix fait au Ministère de l'Intérieur d'écarter du conseil municipal transitoire (2012-2014) des conseillers municipaux de Bihorel et provenant des groupes minoritaires ou d'opposition confirme ainsi les craintes annoncées : ce projet ne serait-il rien d'autre qu'une **manipulation** destinée à garantir à l'UMP et au Nouveau Centre un règne sans partage sur le territoire de Bois-Guillaume et de Bihorel ?

► Faire autrement

Les élus et les militants Europe Ecologie - Les Verts de Bois-Guillaume et de Bihorel se sont opposés à cette **fusion sans projet**. Nous avons bataillé avec d'autres élus de toutes sensibilités, dans les deux communes, jusqu'à obtenir qu'on demande l'avis des habitants, avec l'espoir qu'il en serait tenu compte, quel qu'il fût...

Jusqu'au 1er janvier 2012, date de création de la commune nouvelle, aux cotés de tous les démocrates de toutes les associations, de tous les partis que cette situation indigne, nous emploierons toutes les possibilités de recours possibles pour faire annuler l'arrêté de fusion par la justice.

Nous n'accepterons jamais que deux maires élus en 2008 avec moins de 50% des voix bafouent la démocratie jusqu'à attenter, avec la complicité du ministère de l'Intérieur, à la représentation issue des urnes.

Nous exigeons dès maintenant le rétablissement des quatre élus bihorelais exclus du futur Conseil municipal.

Nous défendrons à l'avenir un projet pour unir et pour vivre ensemble : innover pour l'environnement, l'emploi, la démocratie locale, défendre les derniers espaces non urbanisés du nouveau territoire, promouvoir des solidarités nouvelles (alléger les charges liées aux énergies fossiles, faciliter la coopération et l'entraide entre les générations...).

Nous ferons tout ce qui est possible pour que nos deux territoires ne souffrent pas d'une mainmise brutale synonyme de sclérose de la vie municipale. Nous continuerons à proposer, en conseil municipal ou en dehors, des mesures répondant véritablement aux défis qui se posent en ce début de 21ème siècle.

Bihorel-Bois Guillaume, Octobre 2011

Pour en savoir plus :

Blog du comité local Europe Ecologie les Verts des Plateaux nord

<http://nordrouen.eelv.fr>
ou par téléphone au 02.35.70.12.10



«La 6ème république que nous mettrons en place respectera les citoyens et rendra impossible un déni de démocratie tel que celui dont sont aujourd'hui victimes les habitants de Bihorel et Bois-Guillaume.»

Eva JOLY - Octobre 2011

